

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 Rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ADLER PELZER France West SAS

204 route du lac Melot
ZE La Braconne
16600 Mornac

Références : 2026_439_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007202370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2026 dans l'établissement ADLER PELZER France West SAS ex FAURECIA INTERIEURS MORNAC implanté 204 route du lac Melot ZE La Braconne, 16600 Mornac. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADLER PELZER France West SAS ex FAURECIA INTERIEURS MORNAC
- 204 route du lac Melot ZE La Braconne 16600 Mornac
- Code AIOT : 0007202370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine est installée dans une ancienne base militaire américaine à MORNAC depuis 1983 pour réaliser des pièces d'habillage pour l'automobile.

Reprise par le groupe MECAPLAST en 1995, l'usine dénommée SILAC a été rachetée au 1^{er} mars 2012 par le groupe FAURECIA, qui a mené un plan de départs volontaires des salariés.

L'effectif salarié est actuellement de 140 en moyenne mensuelle (dont environ 30 intérimaires). Désormais c'est la société ADLER PELZER qui est exploitant ICPE. L'établissement se réorganise et recentre ses activités sur la fabrication matières et le thermoformage de petites pièces d'habillage

et insonorisantes. A date, le thermoformage dans le bâtiment 708 est à l'arrêt.

Contexte de l'inspection : Inspection généraliste sur les produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Demande d'action corrective	1 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection, réalisée dans le cadre d'une action régionale « coup de poing » sur les produits chimiques, a permis de mettre en évidence des non-conformités du site sur les thématiques suivantes :

- l'accès du personnel aux fiches de données de sécurité
- les mesures en place pour assurer la maîtrise des risques des produits, telles que mentionnées dans les FDS
- la gestion des produits incompatibles et des rétentions associées
- l'établissement d'un état actualisé des stocks des produits chimiques et disponible pour les services d'intervention.

La mise en place de mesures correctives est donc demandée à l'exploitant afin de traiter l'ensemble des non-conformités identifiées, dans les délais fixés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <u>Article 31</u> : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. <u>Article 35</u> : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : <u>Sur site, l'inspection a demandé la remise des 5 fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques suivants:</u> - TIP TOP SOLVENT CF-R4: date de révision le 14/03/2025 ce produit est un agent de nettoyage CMR - SPARTEX M.LOCK: date de révision 25/11/2023 ce produit est un adhésif non CMR - SPARTEX C.LOCK: date de révision le 9/12/2022 ce produit est une colle non CMR - BOSTIK: date de révision le 13/12/2022 ce produit est un nettoyant de surface détergent non CMR - VOS 500 AEROSOL: date de révision non indiquée ce produit est un lubrifiant non CMR <u>L'inspection constate, en outre, les éléments suivants:</u> - les fiches de données de sécurité (FDS) sont classées sous forme papier dans des classeurs bleus situés au sein du service sécurité et sont centralisées dans l'outil SEIRICH depuis 2025. Seul le service sécurité a accès à cette base de données dématérialisées. Les travailleurs n'ont accès ni aux classeurs ni à SEIRICH. - les FDS et leur mises à jour sont toutes en Français et sont postérieures à 2020. Toutefois, aucune date de révision n'est indiquée sur la FDS concernant le produit "VOS 500 AEROSOL".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>L'inspection demande à l'exploitant de:</u> - contacter le fabricant du produit "VOS 500 AEROSOL" afin d'avoir une version de la FDS mentionnant une date de révision qui doit, de surcroît, être récente. - mettre en place au sein du site une organisation pour donner accès aux FDS aux travailleurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises
Constats : L'inspection a vérifié par échantillonnage la mise en œuvre des prescriptions de la FDS et les mesures de maîtrise des risques mises en place sur le site par l'exploitant. <u>L'inspection a ainsi constaté:</u> - <u>Concernant la rubrique 5:</u> Mesures de lutte contre l'incendie L'ensemble du local de stockage dispose d'une extinction incendie en CO2 de marque Firetrex. Ce dispositif est vérifié annuellement par EUROFEU; la dernière datant du 28/02/2025. Ce système d'extinction peut être actionné de l'extérieur et dispose d'une commande manuelle et automatique. - <u>Concernant la rubrique 6 :</u> Mesures à prendre en cas de déversement L'exploitant indique n'avoir à ce jour jamais eu d'incident de type rejet dans l'environnement via un écoulement accidentel dans les égouts, rivières ou sols. L'absence de connexion entre le local et les réseaux d'eau permettent de surcroît d'éviter tout risque de rejet dans l'environnement. - <u>Concernant la rubrique 7 :</u> Manipulation et stockage L'inspection constate que les produits chimiques sont stockés dans un local situé au sein de l'atelier "maintenance" et dans 3 armoires résistant au feu situées à côté des points d'utilisation des produits. <u>L'inspection constate, en outre, les éléments suivants:</u> * <u>Conditions et local de stockage :</u> <ul style="list-style-type: none">• stockage dans un local et dans des armoires réservées exclusivement à cet usage• le local est identifié comme étant une zone ATEX• local aéré via une ventilation naturelle située en bas et en haut du local. Les armoires disposent également d'une grille de ventilation• <u>existence de stockage de produits devant les grilles de ventilation, en partie basse du local</u>• local fermé à clé <u>sauf</u> les 3 armoires de stockage• <u>absence d'affichage à l'entrée du local de l'interdiction de fumer, boire ou manger</u>• affichage à l'entrée du local des produits incompatibles• la porte du local s'ouvre vers l'extérieur• l'exploitant informe l'inspection du changement en 2026 de la totalité de l'éclairage dans le local• <u>absence de justification auprès de l'inspection de l'effectivité de la préconisation formulée à la rubrique 7 de la FDS du produit CMR "TIP TOP SOLVENT CF-R4" concernant son incompatibilité avec des acides forts et des oxydants.</u>

*** Rangement :**

- les produits sont rangés par famille de produits et sont conservés dans leurs emballages d'origine (avec étiquette) jusqu'au moment de leur utilisation
- aucun produit n'est déposé à proximité des issues
- les équipements de protection individuelle sont stockés au magasin: le site dispose de lunettes, gants, vêtements de protection, masques jetable FFP2 et masques à cartouche dont le marquage du type de filtre de protection (FFP2 ou FFP3) n'est pas clairement indiqué

Au regard des constats sus mentionnés, les mesures de maîtrise des risques prises par l'exploitant dans le cadre de la manipulation et du stockage des produits chimiques ne sont donc pas totalement conformes aux dispositions des FDS.

- Concernant la rubrique 13 : Considérations sur l'élimination

L'inspection constate la présence d'une zone de rétention située dans la partie haute du site servant à stocker les produits liquides usagés.

Des poubelles sont également installées sur le site servant à contenir:

* les déchets souillés

* les chiffons souillés qui sont destinées à être nettoyés par la société MEWA.

Les contenants vides sont enlevés par l'entreprise SUEZ qui se situe à côté de l'établissement.

L'exploitant présente les bordereaux de suivi des déchets à l'inspection.

Les récipients vides des produits chimiques présents sur le site sont donc éliminés comme un produit dangereux et, ce, conformément aux recommandations des FDS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de :

- enlever les produits stockés devant les grilles de ventilation
- fermer à clé les 3 armoires de stockage
- mettre en place un affichage à l'entrée du local de stockage de l'interdiction de fumer, boire ou manger
- mettre à disposition des travailleurs des masques jetables et à cartouche possédant des filtres de type FFP3 tels que préconisés dans les FDS
- justifier de la prise en compte des incompatibilités des produits entre eux dans les conditions de stockage

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : <u>Art 25 - I</u> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : L'inspection a constaté que le local de stockage des produits chimiques est sous rétention interne d'une superficie égale à la superficie du local. Les 3 armoires de stockages sont pourvues à l'intérieur et à chaque étage de bacs de rétention. Elles sont elles-mêmes et sur leur totalité sur bacs de rétention. <u>Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier à l'inspection les éléments suivants:</u> *le volume de la rétention est au moins égal à 100 % de la capacité du plus grand réservoir et à la moitié de la quantité de liquides stockés dans l'ensemble du local
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>L'inspection demande à l'exploitant de lui justifier:</u> *du bon dimensionnement de la rétention interne du local de stockage ; le volume de la rétention devant être au moins égal à 100 % de la capacité du plus grand réservoir et à la moitié de la quantité de liquides stockés dans l'ensemble du local
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection avoir mis en place une rétention sous chaque produits incompatibles afin de les séparer entre eux. Les récipients contenant des produits incompatibles ne sont donc pas associés à une même rétention. En outre, un affichage d'un tableau des incompatibilités est effectué à l'entrée du local.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, État des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en capacité de fournir à l'inspection un état des stocks à jour. L'exploitant a conscience de son impossibilité à tenir un état des stocks actualisé et à jour (l'outil SEIRICH ne permettant pas de surcroît d'avoir un état des matières stockées à jour) et a donc mis en place la procédure interne suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> * présence d'un tableau effaçable affiché sur la porte du local de stockage et des armoires * les utilisateurs doivent noter sur ce tableau les produits qu'ils prennent mais l'exploitant reconnaît qu'il y a parfois des oublis * la responsable du magasin comptabilise ainsi les produits sortants pour effectuer ses commandes <p>L'exploitant est donc dans l'incapacité de donner à tout moment au service du SDIS et à l'inspection, en cas d'incident, un état des stocks à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une organisation fiable et en adéquation avec la réglementation lui permettant de pouvoir délivrer à tout moment un état des stocks actualisé et disponible pour le service d'intervention et de secours et pour l'inspection des installations classées, notamment en cas de sinistre (ce qui signifie que l'état des stocks doit être disponible même en cas de coupure d'alimentation électrique sur le site).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>